

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > France > Salariat, travail, syndicats (France) > **Marquette-lez-Lille (Nord) : Soutenir les salariées grévistes de l'usine (...)**

Marquette-lez-Lille (Nord) : Soutenir les salariées grévistes de l'usine Vertbaudet

samedi 3 juin 2023, par [Plus de 100 féministes](#) (Date de rédaction antérieure : 24 mai 2023).

Nous sommes 82 salariées de l'usine Vertbaudet dans le Nord en grève depuis le 20 mars pour demander une augmentation de salaire de 150 euros net. Nos salaires se situent entre 800 et 1300 euros par moi, alors même que certaines d'entre nous travaillent chez Vertbaudet depuis plus de 20, 30 ou 40 ans.

Mamans, grand-mères, ou jeunes femmes, nous ne pouvons plus faire face à l'inflation avec de tels salaires. Pourtant, la direction refuse catégoriquement de prendre en compte nos considérations et aujourd'hui nous avons besoin de vous pour que le rapport de force s'inverse.

Avec des salaires n'atteignant pas les 1 500 euros après plus de vingt ans d'ancienneté, nous ne comprenons pas pourquoi la direction de l'usine refuse catégoriquement d'augmenter nos salaires. En effet, ce qui a mis le feu aux poudres, c'est l'accord salarial pour 2023 qui prévoit... 0 % d'augmentation de salaire, alors même que l'inflation atteint des niveaux record.

Comment voulez-vous que l'on finisse nos fins de mois avec des salaires si bas ? Après avoir payé le loyer, la crèche ou l'assistante maternelle, la cantine, et les charges, on se retrouve avec un découvert de -300€ le 15 du mois.

Le 24 mai, plus de 100 féministes ont signé une lettre ouverte dans le journal Le Monde pour nous soutenir. Voilà leurs mots :

Les 82 grévistes de l'usine Vertbaudet de Marquette-lez-Lille (Nord), principalement des femmes, sont en grève pour la première fois de leur vie.

Elles sont en grève depuis plus de 60 jours et réclament une augmentation de salaire d'au moins 150 euros net et l'embauche d'intérimaires.

Pourtant, elles font face à une spirale de l'intimidation et de la violence.

Le 16 mai, au lieu d'organiser une médiation, la préfecture a envoyé la police évacuer leur piquet de grève. Résultat : deux gardes à vue, une gréviste violentée puis hospitalisée avec quatre jours d'interruption temporaire de travail, six salariées convoquées pour un entretien préalable.

La spirale de l'intimidation et de la violence a été franchie avec le guet-apens dont a été victime un délégué syndical CGT.

L'homme, embarqué devant sa maison, a été agressé par plusieurs hommes armés, ces derniers n'ont pas hésité à menacer son fils et son épouse. En 2023, en France, voilà ce que donnent neuf semaines de grève pour un meilleur salaire. **Encore une fois, le gouvernement et le patronat font front contre le salariat.**

Depuis, la première ministre s'est enfin engagée à cesser toutes les poursuites contre les ouvrières et à garantir une médiation avec la direction de l'entreprise. Cependant, plus de soixante jours après le début de la grève, **la direction continue de nous mépriser et refuse toute augmentation collective de salaire.**

Cette violence et ce mépris que subissent les salariées grévistes de Vertbaudet, des milliers de grévistes les subissent alors qu'ils luttent contre la réforme des retraites, pour l'augmentation des salaires ou pour de meilleures conditions de travail. Nous sommes à l'image des millions de femmes enfermées dans des emplois dévalorisés et sous-payés à cause d'un management sexiste.

Leur grève met en lumière une question centrale. Comment, sans salaire digne, faire ses choix de vie, quitter son conjoint si on le souhaite et pouvoir nourrir ses enfants ? Comment être libre sans indépendance économique ?

Une lutte symbolique :

On ne peut pas à longueur de journée déplorer les écarts de salaires entre les femmes et les hommes et, quand des femmes luttent pour gagner une revalorisation de leurs salaires, être aux abonnés absents. On ne peut pas en appeler aux employeurs pour qu'ils augmentent les salaires et, quand les salariés sont en grève, envoyer les forces de l'ordre pour casser leur piquet de grève !

Par leur lutte exemplaire, les ouvrières de Vertbaudet montrent qu'elles ne se laisseront pas faire et qu'elles ont droit au respect. **Féministes, nous les soutenons.**

Vertbaudet est une entreprise connue en France. Connue des parents, qui sont nombreux à recourir à ses produits pour habiller leurs bébés. Mais aussi connue des dirigeants politiques. L'entreprise vient d'inaugurer son siège social à Tourcoing (Nord), ville dont le ministre de l'intérieur est toujours conseiller municipal. Elle a été rachetée par le fonds Equistone, un fonds d'investissement dirigé par Edouard Fillon, le fils de François Fillon. **Pour toutes ces raisons, nous ne pouvons pas abandonner les ouvrières de Vertbaudet à leur sort et faire comme s'il s'agissait d'un conflit privé.**

Il s'agit d'une lutte symbolique et nous soutiendrons les grévistes jusqu'à ce qu'elles obtiennent satisfaction.

Monsieur le PDG, Mathieu Hamelle, votre responsabilité est directement engagée. Nous vous appelons à ouvrir enfin des négociations pour concrétiser les augmentations de salaires revendiquées et abandonner immédiatement les sanctions contre toutes les grévistes. Nous appelons le gouvernement à agir réellement pour engager une procédure de médiation sérieuse et mettre sous pression l'entreprise pour que les négociations aboutissent.

Un nouveau processus de négociation va s'ouvrir vendredi 26/05, en vue de ce rendez-vous, nous appelons toutes celles et ceux qui nous lisent à signer cette pétition pour nous soutenir et appuyer notre combat afin que le rapport de force s'inverse enfin.

Premières signataires :

Sophie Binet, secrétaire générale de la Confédération générale du travail ;

Najat Vallaud-Belkacem, Conseillère régionale (AURA) et ancienne ministre de l'Education nationale et des droits des femmes

Marie-George Buffet, ancienne ministre de la jeunesse et des sports et ancienne secrétaire générale

du Parti communiste français ;

Ana Azaria, présidente de l'association Femmes Egalité ;

Adèle Haenel, comédienne ;

Anne-Cécile Mailfert, présidente de la Fondation des femmes ;

Corinne Masiero, comédienne ;

Mathilde Panot, députée (La France insoumise) du Val-de-Marne, présidente du groupe parlementaire LFI-Nouvelle union populaire écologique et sociale (Nupes) ;

Rachel Silvera, économiste, université Paris-Nanterre ;

Laurence Rossignol, sénatrice (membre du groupe Socialiste, écologiste et républicain) de l'Oise et vice-présidente du Sénat, présidente de l'Assemblée des femmes, ancienne ministre des droits des femmes ;

Marine Tondelier, secrétaire nationale d'Europe Ecologie-Les Verts.

Manon Aubry, députée européenne, co-présidente du groupe du groupe de la gauche au Parlement européen

Sarah Durocher, Présidente du Planning Familial

Mélanie Vogel, Sénatrice EELV des Français de l'étranger

Retrouvez la liste des 100 signataires :

<https://www.cgt.fr/lettre-ouverte-verbaudet-liste-finalisee>

P.-S.

- <https://www.change.org/p/soutenir-les-salariées-grévistes-de-l-usine-vertbaudet> ?